



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

E/CN.4/2004/NGO/83  
27 février 2004

ANGLAIS, ESPAGNOL  
ET FRANÇAIS

---

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Soixantième session  
Point 10 de l'ordre du jour provisoire

**DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS**

**Exposé écrit\* présenté par la Fédération des Femmes Cubaines, organisation non  
gouvernementale dotée du statut consultatif spécial**

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la  
résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[30 janvier 2004]

---

\* Exposé écrit et publié tel quel, dans la/les langue(s) reçue(s), sans avoir été revu par les  
services d'édition.

A cause du système néolibéral mondialisé nous avons aujourd'hui un monde économiquement en crise. Le système capitaliste mondial n'a pas été capable de régler les problèmes de la société humaine et il ne le sera pas pendant que l'égoïsme et les intérêts d'une minorité riche s'imposent aux croissantes nécessités de la grande majorité qui sont les pauvres. Si en 1960 la brèche entre les revenus des riches et des pauvres était de 37 fois, aujourd'hui elle a augmenté 74 fois.

Les Etats Unis et les pays qui composent l'élite du pouvoir capitaliste devront répondre aux générations futures pour les millions d'êtres humains décédés à cause de la faim et les maladies, pour ceux qui ont été exterminés lors des guerres, pour ceux qui auraient pu vivre dans un monde de justice et d'équité dont ils ont été privés.

Chez les femmes, l'impact de la mondialisation néolibérale et les guerres impérialistes se traduit essentiellement par la marginalisation dans le travail, les coupes dans les services sociaux, la féminisation de la migration, l'augmentation de la prostitution et la traite de femmes et filles.

En Amérique Latine particulièrement les femmes sont de plus en plus reléguées au domaine informel. Il suffirait de dire que des nouveaux emplois générés l'année dernière pour les femmes, entre 70% et 85% ont été dans ce domaine. Cela a une relation avec le fait que deux tiers des 876 millions d'illettrées qui existent au monde aujourd'hui sont des femmes.

C'est dans notre continent que la brèche entre les revenus de 10% plus riche et 10% plus pauvre est 30 fois, la plus grande du monde. Avec de telles inégalités on tente de nous imposer un projet de libre échange (ZLEA), dont la logique est fondée sur les droits du capital, au delà des droits économiques, politiques et sociaux. ZLEA signifie interventionnisme ouvert, répression et application de la doctrine de la « *souveraineté limitée* », avec des néfastes conséquences pour les femmes, qui sont dans la région 79% de la population pauvre.

Les femmes ne peuvent pas permettre l'imposition d'un accord qui entraîne plus de néolibéralisme, plus d'ajustements structurels, plus de discrimination de genre, un accord qui renforce la situation déjà critique des femmes, qui manquent encore de nombreux droits, et sont victimes des violences et des politiques sexistes tant au domaine publique que privé.

“On peut déduire du texte de la ZLEA qu'avec cette initiative plus d'emplois seraient créés pour les femmes pauvres, comme dans les zones franches, cependant nous savons que cela n'améliorerait pas leurs vies. Les travailleuses des zones franches gagnent moins de 0.80 dollars l'heure, en travaillant entre 50 et 80 heures par semaine. Les ouvrières de beaucoup d'usines ont dénoncé avoir été victimes d'abus physiques, harcèlement sexuel et violence, en plus elles doivent prouver qu'elles ne sont pas enceintes comme condition pour avoir l'emploi.” (1)

Une fois de plus les femmes se prononcent contre la ZLEA, par les effets négatifs qu'elle entraîne dans l'accès à l'emploi et sa qualité, la discrimination sexuelle, la diminution des ressources de l'Etat affectant l'investissement social dans l'éducation, la santé, les services communautaires et spécialement les groupes marginaux ruraux du pays, qui garantissent la souveraineté alimentaire.

Nous ne voulons pas la ZLEA, parce qu'elle aura une incidence négative sur tous les domaines où les femmes participent, à savoir l'agriculture, les services, l'investissement, la culture, les arts et l'économie, dont les femmes indigènes et paysannes restent sans aucun doute

les plus affectées. Les femmes sont aujourd'hui la majorité de la force de travail de niveau inférieur dans le domaine des services et elle sont concentrées dans les emplois les moins rémunérés.

Nous n'acceptons pas de modèles imposés par le Nord, nous n'acceptons pas être re-colonisés. La dépendance et l'ingérence en notre souveraineté doivent finir!

Nous accepterons seulement une alternative qui apporte des propositions pour diminuer les niveaux de pauvreté, de malnutrition, de mortalité infantile, augmenter l'accès à l'éducation, à la santé, aux services publics. Une alternative basée sur l'égalité d'opportunités sans distinction de race, genre, croyance religieuse ou condition sociale.

Ce monde meilleur dont parlent les mouvements alter-mondialistes n'est pas un monde de guerres, de pauvreté, d'inégalités. Définitivement ce n'est pas ce monde.

Les femmes cubaines croient qu'il est possible, parce que Cuba l'a ainsi démontré pendant presque un demi siècle de blocus économique, commercial et financier imposé par la plus grande puissance mondiale. Un blocus qui a entraîné des pertes matérielles d'une valeur de presque 80 milliards de dollars. Cette chiffre n'inclut pas les plus de 50 milliards de dollars de dommages directs à des objectifs économiques et sociaux du pays par des sabotages et actions terroristes stimulés, organisés et financés depuis les Etats Unis.

Nous condamnons cette politique génocide qui affecte le bien-être du peuple cubain et de ses femmes, en les imposant des graves obstacles à leur développement économique, culturel et social.

Malgré ces fortes pertes, 100% des enfants cubains assistent gratuitement à l'école et finissent la sixième année. Tous les enfants entrent en septième année et 99,5 % finissent la neuvième année. Dans des conditions aussi difficiles notre pays a entrepris une révolutions dans l'éducation et nous avons maintenant le plus grand nombre d'enseignants par habitant et le moindre nombre d'élèves par classe.

Qu'est-ce qui attend le gouvernement des Etats Unis pour accomplir le désir exprimé de 179 nations de ce monde, qui ont voté au mois de novembre dernier à l'Assemblée Générale de l'ONU pour mettre fin au blocus économique, commercial et financier que ce pays exerce unilatéralement contre Cuba?

Qu'est-ce que l'Organisation des Nations Unies attend pour exiger une réponse au gouvernement des Etats Unis pour la violation de nos droits économiques, sociaux et culturels?

Combien de temps le pays du Sud doivent attendre pour voir assis sur le banc des accusés les vrais coupables de tels génocides?

-----

(1) Alliance Sociale Continentale. NON A LA ZLEA! " Une autre Amérique est possible". Les négociations officielles contre les alternatives pour les Amériques. Octobre 2002.